



RCS : BERNAY

Code greffe : 2701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BERNAY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 D 00156

Numéro SIREN : 814 474 359

Nom ou dénomination : FINANCIERE JARRY

Ce dépôt a été enregistré le 19/02/2016 sous le numéro de dépôt 229

216 / A / 229

TRIBUNAL DE COMMERCE  
CRETEZ - BERNAY  
1 B.P. 30032

27315 BERNAY CEDEX

19 FEV. 2016

**FINANCIERE JARRY**  
**Société civile**  
**au capital de 1 000 euros**  
**Siège social : Le Hameau Léger**  
**27310 BOURG ACHARD**  
**814 474 359 RCS BERNAY**

2015 D 156

---

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 27 JANVIER 2016**

L'an deux mille seize,

Le 27 janvier,

A 19 heures,

Les associés de la société FINANCIERE JARRY, société civile au capital de 1 000 euros, divisé en 1 000 parts de 1 euro chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, sur convocation de la gérance.

Il est établi une feuille de présence signée par les associés présents en entrant en séance.

Sont présents ou représentés :

Madame Sandrine DUVAL,  
propriétaire de

500 parts sociales

Monsieur Olivier JARRY,  
propriétaire de

500 parts sociales

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

Dès lors, l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

L'Assemblée est présidée par Madame Sandrine DUVAL, gérante associée.

---

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

### **ORDRE DU JOUR**

- Lecture du rapport de la gérance,
- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social de 60 000,00 euros par apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le contrat d'apport conclu le 2 janvier 2016 avec Madame Sandrine DUVAL et Monsieur Olivier JARRY,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance et du contrat d'apport.

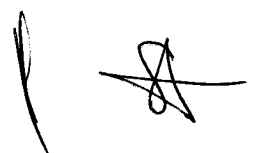
Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

#### **PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture d'un contrat d'apport en date à BOURG ACHARD du 2 janvier 2016 aux termes duquel :

- Monsieur Olivier JARRY fait apport à la Société de :
  - o 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros.



- Madame Sandrine DUVAL fait apport à la Société de :
  - o 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros.

Approuve cet apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide à titre de rémunération de l'apport approuvé au titre de la première résolution d'augmenter le capital social de 60 000,00 euros pour le porter de 1 000 euros à 61 000,00 euros, au moyen de la création de 60 000 parts sociales nouvelles de 1,00 euro chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 001 à 61 000 et attribuées ainsi en rémunération de leur apport :

- A Monsieur Olivier JARRY, 30 000 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 001 à 31 000 ;
- A Madame Sandrine DUVAL, 30 000 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, entièrement libérées, numérotées de 31 001 à 61 000.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

L'Assemblée Générale, prenant acte des déclarations faites au contrat d'apport par Madame Sandrine DUVAL et Monsieur Olivier JARRY, apporteurs conjoints communs en biens, constate que les 60 000 parts sociales nouvelles émises au titre de l'augmentation de capital doivent être attribuées par moitié à chacun des époux. Ces parts sont attribuées comme ci-dessus, les droits patrimoniaux attachés à l'ensemble desdites parts demeurant communs.

L'Assemblée Générale reconnaît sincère et véritable la déclaration relative à la répartition et à la libération des parts sociales nouvelles faites au contrat d'apport par la gérance et l'apporteur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## **TROISIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée et décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

---



## ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté l'alinéa suivant :

### "Apports en nature

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 janvier 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de 60 000,00 euros par apport effectué par Monsieur Olivier JARRY de :

- 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros.

Par Madame Sandrine DUVAL de :

- 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros. "

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à soixante-et-un mille euros (61 000,00 euros).

Il est divisé en 61 000 parts sociales de 1,00 euro chacune, lesquelles sont attribuées et réparties comme suit :

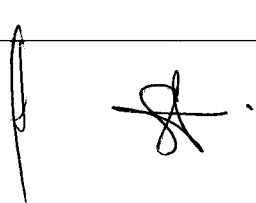
à Madame Sandrine DUVAL,  
trente mille cinq cents parts sociales,  
numérotées 1 à 500 et 31 001 à 61 000, ci 30 500 parts sociales

à Monsieur Olivier JARRY,  
trente mille cinq cents parts sociales,  
numérotées 501 à 31 000, ci 30 500 parts sociales

**Total égal au nombre de parts composant le capital social : 61 000 parts sociales."**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

---



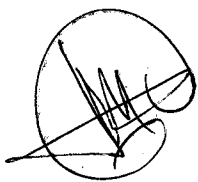
## QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant.



**Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE LOUVIERS**

**Le 08/02/2016 Bordereau n°2016/173 Case n°8**

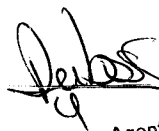
**Ext 391**

**Enregistrement : 375 € Pénalités :**

**Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros**

**Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros**

**L'Agente administrative des finances publiques**



**Nadine DUBOSC  
Agent des Finances Publiques**



## CONTRAT D'APPORT

---

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

1°/ - **Monsieur Olivier JARRY**, né le 25 juin 1969 à SAINT MALO, de nationalité française, de nationalité française,

Et

2°/ - **Madame Sandrine DUVAL**, son conjoint, née le 30 avril 1970 à ROUEN, de nationalité française,

demeurant ensemble Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à SERQUIGNY le 19 juin 1993,

ci-après dénommés ensemble "**l'apporteur**",  
D'une part,

ET

3°/ - La société **FINANCIERE JARRY**, société civile au capital de 1 000 euros, ayant son siège social Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bernay sous le numéro 814 474 359, représentée par Madame Sandrine DUVAL, gérante,

Ci-après dénommée "**la société bénéficiaire**",  
D'autre part,

*Il a été préalablement exposé ce qui suit :*

### EXPOSE

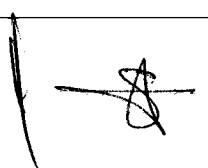
La société FINANCIERE JARRY est la holding personnelle de Madame Sandrine DUVAL et de Monsieur Olivier JARRY.

Madame Sandrine DUVAL et Monsieur Olivier JARRY sont propriétaires chacun de 1 000 parts de la société A.E.C.B. Ces biens sont des biens communs.

En vue de conforter les capitaux propres de la société FINANCIERE JARRY, les soussignés de première part souhaitent apporter leurs titres à leur structure commune.

Madame Sandrine DUVAL, conjoint commun en biens de Monsieur Olivier JARRY, apporteur de 1 000 parts de la société A.E.C.B., intervient au présent acte et reconnaît avoir été avertie de l'intervention du présent apport.

---



Elle consent expressément audit apport et déclare revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts qui seront attribuées à son conjoint en rémunération de son apport (1 000 parts de la société A.E.C.B.) et ce, en application des dispositions de l'article 1832-2 du Code civil.

Monsieur Olivier JARRY, conjoint commun en biens de Madame Sandrine DUVAL, apporteur de 1 000 parts de la société A.E.C.B., intervient au présent acte et reconnaît avoir été averti de l'intervention du présent apport.

Il consent expressément audit apport et déclare revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts qui seront attribuées à son conjoint en rémunération de son apport (1 000 parts de la société A.E.C.B.) et ce, en application des dispositions de l'article 1832-2 du Code civil.

***Il a été arrêté et convenu ce qui suit :***

## **CONVENTION**

### **ARTICLE 1 - APPORT**

**1.1** Monsieur Olivier JARRY, soussigné de première part, apporte à la société FINANCIERE JARRY, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Madame Sandrine DUVAL, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

- 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros.

**1.2** Madame Sandrine DUVAL, soussignée de première part, apporte à la société FINANCIERE JARRY, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Olivier JARRY, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

- 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros.

### **ARTICLE 2 - REMUNERATION DE L'APPORT**

En rémunération de l'apport des 2 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B. évalué à 60 000,00 euros, il sera attribué à l'apporteur 60 000 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 001 à 61 000, de la société FINANCIERE JARRY, qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital.

Les parts nouvelles seront assujetties à toutes les dispositions statutaires et assimilées aux parts anciennes à compter de ce jour.

Madame Sandrine DUVAL, gérante de la société FINANCIERE JARRY, déclare que les parts nouvelles seront attribuées comme il est indiqué ci-dessus et seront intégralement libérées.

L'apporteur reconnaît la sincérité de cette déclaration.

### **ARTICLE 3 - VERIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT**

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'au jour de sa vérification et de son approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Ces vérification et approbation devront intervenir au plus tard le 31 mars 2016 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

### **ARTICLE 4 - REPORT D'IMPOSITION**

Conformément aux dispositions des articles 150 OB et 150 OD, 9 et 10 du Code Général des Impôts, la plus-value réalisée par l'apporteur, à l'occasion des apports faits à la société FINANCIERE JARRY, société soumise à l'impôt sur les sociétés, est automatiquement soumise à report d'imposition. L'apporteur en a été averti et devra déclarer ce report d'imposition sur l'imprimé 2074 prévu à cet effet à l'occasion de l'établissement de sa déclaration d'impôt sur le revenu.

### **ARTICLE 5 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

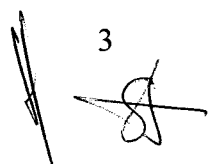
- l'apporteur en son domicile indiqué en tête des présentes,
- la société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

### **ARTICLE 6 - AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

### **ARTICLE 7 - FRAIS**

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

3  


Fait à BOURG ACHARD  
Le 2 janvier 2016  
En 6 exemplaires

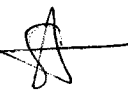
**L'Apporteur**  
**Monsieur Olivier JARRY**



**Madame Sandrine DUVAL**



**Le Bénéficiaire**  
**La société FINANCIERE JARRY**  
**Madame Sandrine DUVAL**



216 / A / 229

**FINANCIERE JARRY**  
**Société civile**  
**au capital de 61 000 euros**  
**Siège social : Le Hameau Léger**  
**27310 BOURG ACHARD**  
**814 474 359 RCS BERNAY**

TRIBUNAL DE COMMERCE  
CAHFFE - BERNAY  
1 B.P. 30582  
273 - BERNAY CEDEX

19 FEV. 2016

215 D 156

---

Certifié Conforme



**STATUTS MIS A JOUR PAR**  
**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**  
**EN DATE DU 27 JANVIER 2016**

## **LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Olivier JARRY**, demeurant Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, né le 25 juin 1969 à SAINT MALO, de nationalité française, marié avec Madame Sandrine DUVAL, née le 30 avril 1970 à ROUEN, de nationalité française, sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à SERQUIGNY le 19 juin 1993,

**ET**

**Madame Sandrine DUVAL**, demeurant Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, née le 30 avril 1970 à ROUEN, de nationalité française, mariée avec Monsieur Olivier JARRY, né le 25 juin 1969 à SAINT MALO, de nationalité française, sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à SERQUIGNY le 19 juin 1993,

*Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile qu'ils sont convenus de constituer entre eux et avec toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.*

### **TITRE PREMIER. - FORME, OBJET, DENOMINATION, SIEGE, DUREE**

#### **ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé par les présentes entre les propriétaires de parts sociales ci-après créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les dispositions du Titre IX du Livre III du Code civil, du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978 et par toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables en pareille matière ainsi que par les présents statuts.

#### **ARTICLE 2 - OBJET**

La Société a pour objet :

- la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières,
- la prise de participations dans toutes sociétés, la gestion de ces participations l'animation de ces participations et éventuellement la fourniture de prestations à ces participations.
- l'acquisition, la location, et éventuellement la cession de tous immeubles et droits immobiliers, directement ou indirectement par tous moyens.
- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-indiqué, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

#### **ARTICLE 3 - DENOMINATION**

La dénomination de la Société est : **FINANCIERE JARRY.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit, si elle ne les contient pas, être précédée ou suivie immédiatement des mots "société civile" suivis de l'indication du capital social, en vertu des dispositions de l'article 32 du décret du 3 juillet 1978 précité.

La Société indiquera sur ses factures, notes de commande, tarifs et documents publicitaires ainsi que sur toutes correspondances et tous récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, son numéro d'identification accompagné de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée, conformément aux dispositions de l'article R. 123-237 du Code de commerce.

#### **ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé : Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département par simple décision de la gérance, et partout ailleurs par décision collective extraordinaire.

#### **ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **TITRE II. - APPORTS, CAPITAL SOCIAL, MODIFICATIONS DU CAPITAL**

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

Le capital social est constitué par les apports suivants :

##### Apports en numéraire

Il est apporté en numéraire :

par Madame Sandrine DUVAL, la somme de	500,00 euros
par Monsieur Olivier JARRY, la somme de	500,00 euros

Soit au total la somme de 1 000,00 euros, laquelle somme sera libérée au fur et à mesure des besoins sur appel de la gérance.

##### Dispositions pour les apporteurs mariés sous le régime de la communauté des biens.

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil,

Madame Sandrine DUVAL, conjoint commun en biens de Monsieur Olivier JARRY, apporteur de deniers provenant de la communauté, soussigné,

a été avertie de l'apport envisagé et de la faculté de revendiquer la qualité d'associée pour la moitié des parts souscrites par son conjoint.

Madame Sandrine DUVAL, conjoint de Monsieur Olivier JARRY, intervient aux présentes et reconnaît avoir été régulièrement avertie et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Madame Sandrine DUVAL manifeste l'intention d'être personnellement associée de la Société pour la moitié des parts souscrites par son conjoint, ce que les autres associés soussignés acceptent. De ce fait, chacun des époux sera associé pour la moitié des parts souscrites.

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil,

Monsieur Olivier JARRY, conjoint commun en biens de Madame Sandrine DUVAL, apporteur de deniers provenant de la communauté, soussignée,

a été averti de l'apport envisagé et de la faculté de revendiquer la qualité d'associé pour la moitié des parts souscrites par son conjoint.

Monsieur Olivier JARRY, conjoint de Madame Sandrine DUVAL, intervient aux présentes et reconnaît avoir été régulièrement averti et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Monsieur Olivier JARRY manifeste l'intention d'être personnellement associé de la Société pour la moitié des parts souscrites par son conjoint, ce que les autres associés soussignés acceptent. De ce fait, chacun des époux sera associé pour la moitié des parts souscrites.

#### Apports en nature

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 janvier 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de 60 000,00 euros par apport effectué par Monsieur Olivier JARRY de :

- 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros.

Par Madame Sandrine DUVAL de :

- 1 000 parts de la société ASSISTANCE ET ENCADREMENT CHANTIERS DU BATIMENT – A.E.C.B., société à responsabilité limitée au capital de 20 000 euros dont le siège social est situé Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bernay sous le numéro 794 589 929, évaluée chacune à 30,00 euros, soit un apport total évalué à 30 000,00 euros.

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à soixante-et-un mille euros (61 000,00 euros).

Il est divisé en 61 000 parts sociales de 1,00 euro chacune, lesquelles sont attribuées et réparties comme suit :

à Madame Sandrine DUVAL,  
trente mille cinq cents parts sociales,  
numérotées 1 à 500 et 31 001 à 61 000, ci 30 500 parts sociales

à Monsieur Olivier JARRY,  
trente mille cinq cents parts sociales,  
numérotées 501 à 31 000, ci 30 500 parts sociales

**Total égal au nombre de parts composant le capital social : 61 000 parts sociales.**

## ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, être augmenté par la création de parts nouvelles ou par l'élévation du montant nominal des parts existantes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de bénéfices ou réserves.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire, chaque associé bénéficie, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, d'un droit préférentiel de souscription aux parts nouvelles émises en représentation de l'augmentation de capital.

Ce droit préférentiel de souscription peut être cédé conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article "Cession et transmission des parts sociales".

Les parts non souscrites à titre irréductible pourront être souscrites à titre réductible par les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital social et dans la limite de leurs demandes.

Les parts nouvelles non souscrites par les associés, tant à titre irréductible que réductible, pourront l'être par des tiers, sous réserve de leur agrément dans les conditions de l'article précité. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Lors de la décision collective d'augmentation du capital, les associés peuvent déléguer à la gérance le soin de fixer les modalités de réalisation de l'opération. Ils peuvent renoncer, en totalité ou en partie à leur droit préférentiel de souscription.

2. Il peut également être réduit, sur décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat des parts existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non la même valeur nominale.

## **TITRE III. - PARTS SOCIALES, DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES**

### **ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

Une copie, certifiée conforme par le gérant, de ces documents sera délivrée à tout associé qui en fera la demande.

### **ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES**

#### **1- Droits aux bénéfices, obligations aux pertes**

Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la Société.

#### **2 - Droit de communication et d'intervention dans la vie sociale.**

Outre le droit d'information annuel à l'occasion de l'approbation des comptes visé ci-après, les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et documents sociaux.

L'associé pourra prendre lui-même, au siège social, communication de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la Société ou reçu par elle, conformément aux dispositions de l'article 48 du décret 78-704 du 3 juillet 1978.

Chaque associé peut poser toutes questions écrites concernant la gestion de la Société, au gérant de celle-ci qui devra répondre dans le délai d'un mois, conformément aux dispositions de l'article 1855 du Code civil.

Tout associé peut participer aux décisions collectives et y voter, dans les conditions relatées ci-après.

#### **3 - Transmission des droits et obligations des associés.**

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

## **ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

## **ARTICLE 12 - COMPTES COURANTS**

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Le montant maximum desdites sommes, les conditions de leur remboursement, la fixation des intérêts sont fixés par accord entre la gérance et les intéressés.

## **TITRE IV. - CESSION, TRANSMISSION, RETRAIT ET NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES**

### **ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES**

#### **1 - Cession entre vifs.**

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la Société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre doivent, pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant, en application des dispositions de l'article 1861 du Code civil.

Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément donné dans les conditions ci-dessous, et ce, même si les cessions sont consenties au conjoint ou à des ascendants ou descendants du cédant.

L'agrément des associés est donné dans la forme et les conditions d'une décision collective extraordinaire.

Le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés, accompagné de la demande d'agrément, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'assemblée statue dans le mois suivant la notification à la Société du projet de cession et sa décision est notifiée aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le mois.

En cas de refus d'agrément, chaque associé peut se porter acquéreur des parts. Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, ou s'il existe un reliquat parce que les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts, la Société peut faire acquérir les parts par un tiers agréé à la majorité des deux tiers des voix des associés. La Société peut également procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La gérance a pour mission de collecter les offres individuelles d'achat émanant des associés, puis, s'il y a lieu, de susciter l'offre de tiers ou de la Société.

La gérance notifie au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le nom de ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé à dire d'expert dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

L'expert désigné sera tenu d'appliquer ces règles et modalités conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des parts sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Si aucune offre de rachat n'est faite au cédant dans un délai d'un mois à compter de la date de la dernière des notifications qu'il a faites à la Société et aux associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la Société, décision que le cédant peut rendre caduque s'il notifie à la Société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa renonciation au projet initial de cession dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de la décision de dissolution.

## 2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## 3 - Transmissions des parts sociales autres que les cessions.

### 1) Décès d'un associé.

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais les héritiers ou légataires devront solliciter l'agrément des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

### 2) Donation - Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé.

La transmission des parts sociales par voie de donation est soumise aux mêmes conditions d'agrément que les cessions susvisées.

Il en est de même de toute mutation de propriété qui serait l'effet d'une liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

### 3) Autres transmissions entre vifs.

Les échanges de parts sociales, apports, attributions issues notamment d'un partage ou toute opération ayant pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts de la société sont soumis aux mêmes conditions et modalités d'agrément que les cessions sus-relatées.

## **ARTICLE 14 - RETRAIT D'UN ASSOCIE**

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la Société après autorisation donnée par la collectivité des associés statuant dans les conditions de majorité prévues pour les décisions extraordinaires. Ce retrait peut être autorisé pour juste motif par une décision de justice.

La demande de retrait est notifiée à la Société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts fixée, à défaut d'accord amiable, par un expert désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Si le bien qu'il a apporté et dont les parts concernées ont constitué la rémunération, se trouve encore en nature dans l'actif social lors du retrait, l'associé peut se le faire attribuer, à charge de soulte, s'il y a lieu, conformément au troisième alinéa de l'article 1844-9 du Code civil.

## **ARTICLE 15 - NANTISSEMENT**

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Le nantissement donne lieu à la publicité décrite aux articles 53 à 57 du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de parts.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détiennent antérieurement.

Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts elle-même, en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code civil.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue par l'article 1867 du Code civil. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

## TITRE V. - GERANCE - DECISIONS COLLECTIVES - COMPTES SOCIAUX

### ARTICLE 16 - GERANCE

1 - La Société est administrée par un ou plusieurs gérants associés ou non, personnes physiques ou morales, désignés pour une durée déterminée ou non par décision collective ordinaire des associés représentant plus de la majorité du capital social.

2 – **Madame Sandrine DUVAL**, demeurant Le Hameau Léger – 27310 BOURG ACHARD, est nommé premier gérant de la société pour une durée illimitée.

Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

Madame Sandrine DUVAL déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

3 - Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée postée trois mois avant la clôture de l'exercice en cours, sa décision ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture.

Elle expose néanmoins le démissionnaire à des dommages et intérêts si la cessation de ses fonctions cause un préjudice à la Société.

La démission n'est recevable en tout état de cause qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

Les associés peuvent mettre fin avant terme au mandat d'un gérant, par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts. La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime.

Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages et intérêts.

Au cas où la gérance deviendrait vacante, pour quelque cause que ce soit, il pourra être procédé à la nomination d'un ou de plusieurs nouveaux gérants par une assemblée générale des associés convoquée par l'associé le plus diligent dans le délai de trente jours de la vacance.

Passé ce délai tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

La nomination et la cessation des fonctions du gérant donnent lieu à publication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

4 - Dans les rapports entre les associés, la gérance peut faire tous actes de gestion que demande l'intérêt de la Société. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, la gérance ne pourra sans y avoir été autorisée au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles, acquérir et céder toute mitoyenneté, stipuler et accepter toutes servitudes, contracter tous emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts normaux en banque, consentir toutes hypothèques et autres garanties sur les actifs sociaux.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrant dans l'objet social.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut consentir hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société en vertu des pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations établies sous signatures privées, alors même que la constitution de l'hypothèque ou de la sûreté doit l'être par acte authentique.

La signature sociale est donnée par l'apposition de la signature du ou des gérants, de l'un ou de plusieurs d'entre eux, précédée de la mention "Pour la société FINANCIERE JARRY", complétée par l'une des expressions suivantes : "Le gérant", "Un gérant" ou "Les gérants".

5 - Chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations, et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

6 - Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

## **ARTICLE 17 - DECISIONS COLLECTIVES**

### 1 - Nature - Majorité

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

a) Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification, directe ou indirecte, des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature ou encore celles qui exigent d'être prises à une condition de majorité autre que celle visée ci-dessous.

L'assemblée générale extraordinaire peut décider notamment :

- l'augmentation ou la réduction du capital social ;
- la prorogation de la Société ;
- sa dissolution ;
- sa transformation en société de toute autre forme.

Les décisions extraordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant les deux tiers au moins du capital social.

b) Sont de nature ordinaire toutes décisions collectives qui ne sont pas dans le champ d'application des décisions de nature extraordinaire, notamment :

- celles s'appliquant à l'approbation du rapport écrit d'ensemble des gérants sur l'activité de la société au cours de l'année civile écoulée (ou : de l'exercice écoulé) comportant l'indication des bénéfices réalisés ou des pertes encourues ;
- celles s'appliquant à l'affectation et à la répartition des résultats.

Les décisions de nature ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la majorité du capital social.

## 2 - Modalités

Les décisions collectives des associés s'expriment, soit par la participation de tous les associés à un même acte, authentique ou sous seing privé, soit en assemblée. Elles peuvent aussi résulter d'une consultation par correspondance.

Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont convoquées par le gérant.

Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée par lettre recommandée. La lettre contient indication de l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents. La convocation peut être verbale, et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

Dès la convocation, le texte du projet de résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition de compte, la communication desdites pièces et documents a lieu dans les conditions relatées à l'article ci-après.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée. Si le gérant fait droit à la demande, il procède à la convocation des associés ou à leur consultation par écrit. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration d'un délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Chaque associé a le droit de participer à l'assemblée et dispose d'un nombre de voix égal à celui du nombre de parts qu'il possède. Il peut y être représenté par un autre associé, par son conjoint, ou par toute autre personne de son choix.

La délibération ne peut porter sur aucun autre objet que ceux visés dans l'ordre du jour.

L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Elle est présidée par le gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors des associés.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par le gérant et, le cas échéant, par le président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le gérant unique, ou s'ils sont plusieurs par l'un d'entre eux.

La détermination, même à l'égard des tiers, des membres de l'assemblée, peut résulter de la simple indication de leur nom au procès-verbal.

## **ARTICLE 18 - CONVENTIONS REGLEMENTEES**

La gérance, ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes, doit présenter à l'Assemblée Générale Annuelle un rapport sur les conventions passées directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants.

Ce rapport doit également mentionner les conventions passées entre la Société et une société dans laquelle la gérance est associée indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, directeur général délégué, membre du directoire ou du conseil de surveillance, ou actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %.

L'Assemblée Générale Annuelle statue sur ce rapport dont le contenu doit être conforme aux dispositions réglementaires.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties.

## **ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

La nomination d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements.

Le Commissaire aux Comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

## **ARTICLE 20 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2016.

Les écritures de la Société sont tenues selon les normes du plan comptable national ainsi que, s'il en existe, du plan comptable particulier à l'activité définie dans l'objet social.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire contenant l'indication des divers éléments de l'actif et du passif de la Société, un bilan et un compte de résultat récapitulant les produits et charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, une annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Au moins une fois par an, le gérant rend compte de sa gestion aux associés et leur présente un rapport sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Ce rapport, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée. Ces mêmes documents sont pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

## **ARTICLE 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS**

Le bénéfice net de l'exercice est déterminé, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris les éventuels amortissements et provisions nécessaires.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Il est inscrit à leur crédit dans les livres sociaux, ou versé effectivement à la date fixée, soit par les associés, soit, à défaut, par la gérance.

Toutefois, les associés peuvent décider qu'une partie ou la totalité du bénéfice sera reportée à nouveau ou affectée à toutes réserves générales ou spéciales qu'ils auront créées.

Les pertes, s'il en existe, et après imputation sur les bénéfices non répartis et sur les réserves, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant.

## **TITRE VI. - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

### **ARTICLE 22 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE**

La décision de transformation de la Société en une société en nom collectif, en commandite simple ou par actions, ou en GIE sera prise à l'unanimité des associés réunis en assemblée.

La transformation de la Société soit en société civile d'un type particulier, soit en société à responsabilité limitée ou en société anonyme sera prononcée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires.

La transformation de la Société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

### **ARTICLE 23 - DISSOLUTION**

1. La Société prend fin à l'expiration du terme fixé par les statuts ou pour toute autre cause prévue par l'article 1844-7 du Code civil, et notamment par la dissolution anticipée décidée par les associés à la majorité prévue pour les modifications statutaires.

Dans le cas où la Société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la Société.

Un an au moins avant l'expiration de la Société, les associés, statuant en assemblée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires, doivent être consultés à l'effet de décider de la prorogation de la Société.

2. La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Tout intéressé peut demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

La dissolution, de la Société devenue unipersonnelle entraîne, si l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.

## **ARTICLE 24 - LIQUIDATION**

La dissolution de la Société entraîne sa liquidation. La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Pendant la durée de la liquidation, la dénomination de la Société suivie de la mention "société en liquidation", puis du nom du ou des liquidateurs, doit figurer sur tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La collectivité des associés nomme un liquidateur, qui peut être le gérant, à la majorité simple des voix ; elle fixe ses pouvoirs et sa rémunération.

Le liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus, et notamment celui de pouvoir réaliser l'actif, même à l'amiable, afin de parvenir à l'entière liquidation de la Société. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à faire entreprendre de nouvelles activités par la Société, pour les besoins de la liquidation.

Le liquidateur rend compte, une fois par an, de l'accomplissement de sa mission aux associés réunis en assemblée. La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de liquidation.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation, ou si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices. Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle s'appliquent au partage entre associés.

## **TITRE VII. - DIVERS**

### **ARTICLE 25 - CONTESTATIONS**

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

### **ARTICLE 26 - OPTION POUR L'IMPOT SUR LES SOCIETES**

Conformément aux dispositions de l'article 206-3 du Code général des impôts, les associés déclarent opter pour l'impôt sur les sociétés.

## **ARTICLE 27 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

Les soussignés donnent mandat à Madame Sandrine DUVAL à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- Ouverture de compte bancaire,
- Conclusion d'un contrat d'apport des parts de la société AECEB,

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Madame Sandrine DUVAL et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

***Statuts mis à jour par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 janvier 2016.***